

# Renouer avec les exclus de la prospérité

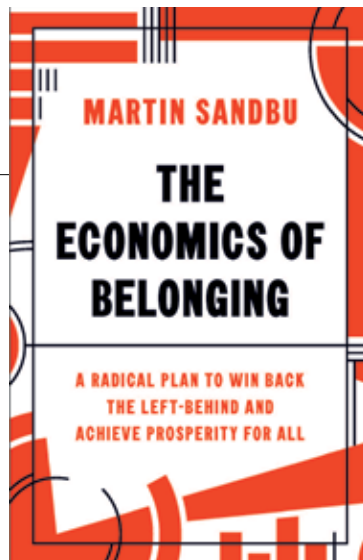
**MARTIN SANDBU** présente un ambitieux programme politique pour recréer une économie où chacun se sent à sa place. Les lecteurs de ses colonnes « Free Lunch » du *Financial Times* ne seront pas surpris par son analyse économique fine et sa présentation engageante.

Le postulat de son livre est que derrière l'illibéralisme politique actuel et le rejet de la mondialisation

elles sont incapables d'attirer de nouveaux-venus de l'étranger — et, pourtant, elles rejettent l'immigration. Il soutient que les griefs économiques s'expriment par une réaction culturelle. Les individus se rallient aux leaders qui s'expriment avec force parce que l'illusion du contrôle collectif compense l'absence de contrôle personnel sur leur situation économique. Si l'analyse de M. Sandbu selon laquelle la réaction culturelle est en fin de compte causée par des facteurs économiques est juste, alors de meilleures politiques économiques ont une bonne chance de restaurer la viabilité du modèle politico-économique basé sur la démocratie et la mondialisation.

L'ensemble de mesures qu'il propose repousse les limites du consensus économique, mais il ne choquera pas ceux qui ont suivi les débats récents. Ce sont principalement l'impôt sur le patrimoine net, le revenu de base universel (ou l'impôt négatif sur le revenu) et les taxes et dividendes carbone. Puisant dans les leçons positives de sa Norvège natale (et dans une intrigante comparaison entre les stations de lavage automatique en Scandinavie et leurs équivalents à forte intensité de main-d'œuvre aux États-Unis), M. Sandbu plaide pour un salaire minimum de fait. Celui-ci contraint les employeurs à sélectionner des procédés plus productifs au lieu de créer des emplois peu qualifiés. Pour éviter le risque de chômage des individus peu qualifiés, il appelle à augmenter les dépenses d'éducation et de reconversion, ainsi qu'à stimuler énergiquement la demande. Les économistes se plairont à débattre des avantages et des inconvénients de ces mesures. M. Sandbu souligne raisonnablement qu'elles se complètent les unes les autres et ne fonctionnent qu'ensemble.

Cet ouvrage offre un panorama complet et convaincant des récentes analyses économiques portant sur les facteurs qui sous-tendent les difficultés électorales du modèle de la démocratie et de la mondialisation. J'aurais souhaité que l'auteur s'aventure davantage dans l'art de la persuasion politique. Même si l'ultime source de l'insatisfaction est économique, les messages politiques qui entrent en résonance avec les préférences morales des individus ont plus de chances d'être entendus au parlement. M. Sandbu fait quelques pas dans cette direction. Il présente, par exemple, un intéressant point de vue de droite sur le revenu de base universel. Il souligne aussi qu'il peut être plus facile de faire barrage à des efforts de réforme fragmentaires qu'à son ambitieux train de mesures. Ce lecteur espère un complément d'analyse sur les moyens de surmonter les obstacles politiques dans les prochaines colonnes et les futurs ouvrages de M. Sandbu. **FD**



Martin Sandbu  
**The Economics of Belonging**  
 Princeton University Press,  
 Princeton, NJ, 2020, 296 pages,  
 24,95 dollars

se cache le sentiment généralisé que les opportunités économiques sont réservées à une élite dont les « gens ordinaires » ne font pas partie.

De nombreux auteurs influents — tels que Pippa Norris et Ronald Inglehart, auteurs de *Cultural Backlash* — ont présenté des éléments attestant que les choix politiques individuels sont mieux expliqués par les valeurs personnelles que par les facteurs économiques. Pour le dire plus crûment, selon ces auteurs, les individus qui votent contre l'immigration préfèrent « ceux qui leur ressemblent ». L'implication est que la mondialisation a été trop vite et qu'il faut la ralentir pour permettre à la population native de préserver sa culture.

M. Sandbu souligne toutefois que les facteurs économiques sont plus visibles au niveau des lieux qu'au niveau des individus. Les régions en déclin économique comptent peu d'immigrants — en fait,

**PAOLO MAURO**, directeur adjoint, département des finances publiques du FMI